Les Etats-Unis veulent fonder dans le monde un “nouvel ordre libéral” s’opposant à la Russie, la Chine et l’Iran, a déclaré le secrétaire d’Etat américain Mike Pompeo

04/12/2018 à 18h25

Les Etats-Unis veulent fonder dans le monde un “nouvel ordre libéral” s’opposant aux projets de pays comme la Russie, la Chine et l’Iran, a déclaré mardi à Bruxelles le secrétaire d’Etat américain Mike Pompeo.

Pour barrer la route à ces “mauvais acteurs” de la vie internationale, **le président Donald Trump n’hésitera pas à renforcer ou au contraire à se débarrasser d’accords internationaux conclus par le passé**, a-t-il ajouté dans un discours prononcé devant des diplomates européens.

Washington, a souligné Mike Pompeo, tient toujours à tenir son rôle de première puissance mondiale mais entend refonder le système issu de la Seconde Guerre mondiale **en s’appuyant sur les Etats souverains et non plus les institutions internationales**.

“*Dans les plus belles traditions de notre grande démocratie, nous rassemblons les nations pour construire un nouvel ordre libéral capable de prévenir la guerre et d’assurer une plus grande prospérité*”, a lancé le chef de la diplomatie américaine.

“*Nous agissons pour préserver, protéger et promouvoir un monde libre, ouvert, juste et transparent d’Etats souverains*.”

Il a notamment évoqué les accords de commerce internationaux qui, a-t-il dit, profitent à la Chine et sont “*le fruit empoisonné du recul américain*”.

Il a ajouté que le président Trump poussait la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) à cesser de financer des pays comme la Chine, qui ont déjà accès aux marchés financiers pour lever des fonds. […]

Donald Trump, a-t-il dit, ne détruit pas l’ordre libéral, il le réforme.

Mike Pompeo a cité comme exemple le Brexit pour illustrer l’échec, selon lui, des organisations supranationales.

Il a dénoncé les “bureaucrates” pour qui le multilatéralisme “est une fin en soi” et s’est interrogé sur les rapports entre les structures de l’Union européenne et les peuples des pays de l’Union.

Le porte-parole de la Commission, Margaritis Schinas, a répondu à ces critiques en soulignant que l’exécutif européen était contrôlé par les peuples, via le Parlement de l’Union et les gouvernements des Etats membres. […]

La haute représentante de l’UE pour la politique étrangère, Federica Mogherini, faisant allusion à un discours prononcé par Donald Trump lundi à Cambridge, dans le Massachusetts, **a dit craindre qu’un jour “la loi de la jungle” ne vienne remplacer l’Etat de droit**. […]

Reuters